



ITALIE: Rapport économique 2024

Juin 2023 – juin 2024

Executive summary	2
1. Situation économique et développements de la politique économique	3
2. Secteurs prioritaires et opportunités pour les entreprises suisses	5
3. Politique économique extérieure.....	6
3.1. Politique et priorités du pays hôte	6
3.2. Perspectives pour la Suisse	7
4. Commerce extérieur	8
4.1. Évolution et perspectives générales.....	8
4.1.1. Commerce de marchandises	8
4.1.2. Commerce des services	9
4.2. Commerce bilatéral.....	9
4.2.1. Commerce bilatéral de marchandises	9
4.2.2. Commerce bilatéral de services	10
5. Investissements directs.....	10
5.1. Évolution et perspectives générales	10
5.2. Investissements bilatéraux	11
6. Promotion économique et touristique	12
6.1. Instruments de la promotion économique extérieure suisse	12
6.2. Intérêt du pays hôte pour la Suisse	13
ANNEXE 1	14
ANNEXE 2	15
ANNEXE 3	16
ANNEXE 4	17
ANNEXE 5	18

Executive summary

Le gouvernement de Giorgia Meloni reste stable, renforcé par des résultats probants aux élections européennes. En ce qui concerne la politique économique, aucune réforme radicale n'a été initiée sous son mandat. Cependant, les défis majeurs auxquels fait face l'Italie sont liés à son déficit public important et à la mise en œuvre du Plan national de relance et de résilience (PNRR), « l'occasion du siècle », essentielle pour la croissance économique du pays.

Sur l'ensemble de l'année 2023, le PIB italien a augmenté de 0,7 % comparé à l'année 2022. Bien que ralentie par rapport à la dynamique positive de 2021-2022, qui reflétait avant tout un sursaut post-pandémique, l'économie italienne a progressé à un rythme similaire à celui d'avant la pandémie. Les moteurs de cette croissance restent principalement la forte reprise du secteur touristique, 2023 ayant été une année record, ainsi que les services et les exportations.

Les années 2024 et 2025 seront particulièrement cruciales pour la mise en œuvre du PNRR, essentiel à la croissance de l'économie. À ce jour, la Commission a déboursé plus de 50 % des fonds alloués à l'Italie pour un total de près de 102,5 milliards d'euros. La moitié des ressources du PNRR ont été déjà « engagées », c'est-à-dire qu'il existe déjà une obligation de paiement. Cependant, les rapports sur l'état de la mise en œuvre restent incomplets.

En ce qui concerne la relation économique bilatérale, les chiffres de 2023 font état d'une situation stable et solide. L'Italie reste le troisième partenaire commercial de la Suisse, avec un solde commercial favorable à l'Italie désormais constant. En 2023, les deux pays ont échangé des marchandises pour une valeur de 44 milliards de francs (+5 % par rapport à l'année précédente), ce qui représente 8,8 % du commerce extérieur total de la Confédération. L'importance des relations transfrontalières est également notable : environ 40% du commerce entre la Suisse et l'Italie se réalise avec les régions italiennes proches de la frontière, principalement la Lombardie.

Sur le plan bilatéral, le premier semestre de 2024 a été marqué par l'entrée en vigueur de l'accord sur le télétravail des frontaliers et par la tenue de dialogues réguliers entre les deux pays, notamment dans le domaine transfrontalier, de l'énergie, l'agriculture, ainsi qu'à travers divers groupes de travail sur les transports.

1. Situation économique et développements de la politique économique

Le **gouvernement** de Giorgia Meloni, composé notamment de Forza Italia, Fratelli d'Italia et de la Lega, **continue d'afficher une certaine stabilité**. L'apparente unité des partis au pouvoir n'empêche toutefois pas les tensions internes, ce qui nécessite des compromis. Cette situation est d'autant plus notable que l'opposition est divisée et qu'aucune alternative politique crédible ne se dessine actuellement.

Portée en particulier par des exportations en hausse, la performance du secteur du tourisme, l'utilisation des premières tranches du Plan National de Relance (PNRR) ainsi que les effets du (contesté) superbonus immobilier, l'économie s'est montrée résiliente lors de la période sous revue. La **croissance s'est ainsi inscrite en 2023 à +0,9 %**, et ceci dans un contexte de niveau élevé des taux d'intérêt et de l'inflation. Bien que ralentie par rapport à la dynamique positive de 2021-2022, qui reflétait avant tout un sursaut post-pandémique, l'économie italienne a progressé cette année à un rythme similaire à celui d'avant la pandémie. Par ailleurs, deux fois plus rapidement que la moyenne de la zone euro. Début 2024, l'économie italienne maintient une dynamique positive, **avec une augmentation du PIB de +0,3% au premier trimestre**. Les moteurs de cette croissance restent principalement la forte reprise du secteur touristique, 2023 ayant été une année record, ainsi que les services et les exportations.

Malgré des signaux encourageants, la situation économique du pays présente des **carences structurelles** reconnues de longue date. Avec une **dette publique** de près de 2900 milliards d'euros au début 2024, soit l'équivalent de 137,3% du PIB, l'Italie reste parmi les pays les plus endettés de la zone euro. Le déficit 2023 s'est quant à lui élevé à 7,4 % du PIB, en grande partie conditionné par le poids du **superbonus¹** sur les finances publiques. D'un montant initialement prévu de 35 milliards d'euros jusqu'en 2035, son coût a déjà dépassé les **160 milliards d'euros**. D'autre part, l'Italie reste confrontée à de profondes **inégalités régionales** entre le nord hautement industrialisé et les zones rurales plus pauvres du sud, ainsi qu'aux problèmes persistants **d'évasion fiscale**.

La Démographie constitue un élément de préoccupation, régulièrement soulevé dans la presse nationale avec une population qui est désormais passée sous la barre des 59 millions. Le pays fait en effet face à une **baisse chronique de la natalité**, qui a considérablement diminué depuis les années 1960, passant de 2,4 enfants par femme à 1,22 en 2023, battant ainsi un nouveau record selon l'Institut national de statistiques (Istat). Cette **diminution de la population** est également exacerbée par le phénomène constant de la **fuite des cerveaux**. À cela s'ajoute l'incapacité à attirer de jeunes talents étrangers ou à mettre en place des systèmes performants d'éducation professionnelle, créant ainsi des déséquilibres importants et une pénurie de travailleurs qualifiés dans plusieurs secteurs.

Si le taux d'occupation n'a jamais atteint un tel niveau (62,3% des actifs) et que le **taux de chômage** ait globalement diminué, passant à 6,9 % en avril 2024 (ISTAT), et que le taux de chômage des jeunes ait baissé de 3,2 points pour s'établir à 20,2 % (Eurostat), les chiffres du chômage italien restent parmi les plus élevés de la zone euro. **L'inflation** a reculé en 2023 (5,9 %) et devrait se maintenir autour de 1,7 % en 2024, alors que les salaires réels n'ont pas augmenté, contribuant à **l'érosion du pouvoir d'achat des Italiens**. Les chiffres relatifs à la pauvreté semblent en hausse. Autre grand défi pour le système économique du pays, la **productivité** des entreprises **demeure critique**. Comme l'a souligné le nouveau gouverneur de la Banque d'Italie, Fabio Panetta, dans son premier discours annuel, « **l'économie italienne affiche la plus faible croissance de la production par habitant au cours du dernier quart de siècle**. La productivité du travail a stagné. En 2023, les investissements ont de nouveau dépassé les niveaux d'avant la crise financière, tandis que le nombre total d'heures travaillées ne s'est pas encore rétabli »². En parallèle, les chiffres de la consommation s'affichent à la **baisse** et les préoccupations liées au contexte international ont notamment pour effet d'entamer la confiance des ménages et des entreprises. En outre, certains problèmes échappent en grande partie au contrôle de l'Italie, tels que les perturbations du transport mondial des marchandises, le coût élevé de l'énergie et les taux d'intérêt élevés.

¹ Crédit d'impôt du secteur de la construction qui avait permis de soutenir la reprise économique en sortie de crise COVID.

² <https://notizie.tiscali.it/economia/articoli/panetta-ecco-sfide-chiave-italia-ue-faro-produttivita/>, consultato 4.6.2024

Dans ce contexte, la politique économique du gouvernement italien lors de la période sous revue s'est principalement focalisée **sur les mesures visant à atténuer l'impact de la hausse des prix de l'énergie et des effets de l'inflation sur les budgets des ménages et des entreprises**. Dans l'obligation de trouver un certain équilibre budgétaire en 2024, les principaux choix du gouvernement ont porté sur la suppression du **revenu de citoyenneté**, remplacé par deux subventions, ainsi que la confirmation de l'abandon progressif du **superbonus**, qui pèse lourdement sur les finances publiques. Le cadre d'application du superbonus a déjà été maintes fois modifié et la nouvelle stratégie de désengagement proposée par le Ministre Giorgetti devra permettre à l'État italien d'étaler les remboursements de ce bonus sur dix ans au lieu de quatre, réduisant ainsi l'impact sur le déficit public.

Autre mesure phare au cours des derniers mois, le gouvernement italien a mis en œuvre sa **stratégie de privatisation**. Dans le cadre d'un plan visant à lever 20 milliards d'euros d'ici 2026, une part de la participation de l'État italien dans le groupe public **Poste Italiane** sera cédée. Cette opération pourrait rapporter environ 4,4 milliards d'euros à l'État italien. De plus, le ministère de l'Économie et des Finances (MEF) a déjà vendu plusieurs parts du capital de la banque **Monte dei Paschi di Siena**. La dernière transaction a eu lieu en mars et le Trésor a vendu 12,5 % du capital à des investisseurs italiens et étrangers pour un montant de 650 millions d'euros, ce qui porte sa participation à environ 27 % dans la banque. Parmi les autres défis auxquels le gouvernement a dû faire face figure la privatisation de la **compagnie aérienne ITA**, vendue à Lufthansa avec l'accord de la Commission européenne après des mois de négociations. La vente du réseau stratégique de télécommunications de **TIM** au fond américain Kkr, sans impacter directement les comptes de l'État, pose tout de même un défi pour la souveraineté du pays et ce bien que la vente ait été autorisée par le gouvernement. Enfin, l'achat **de Vodafone Italia par Swisscom**, via Fastweb, pour 8 milliards d'euros ne fait pas partie des privatisations de l'État mais mérite d'être mentionné.

Intervenue récemment (juin 2024), la décision de la Commission européenne de lancer la **procédure d'infraction à l'encontre de l'Italie pour déficit excessif** devrait comporter sous peu un ajustement de bilan. Dans le cadre du nouveau pacte de stabilité, approuvé par l'UE le 20 décembre 2023, le MEF et la Commission européenne vont désormais négocier un plan de réformes et de réduction des dépenses publiques pour **améliorer les comptes publics italiens**. Déjà acquis toutefois dans ce nouveau pacte, la prolongation de sept ans pour réduire le déficit, à condition que les pays investissent dans les priorités de l'UE, ainsi que l'exclusion des intérêts de la dette pour les années 2025-2027. Les détails concrets ne sont pas encore connus et le nouveau plan sera rendu public d'ici novembre. Les nouvelles règles prévoient un ajustement annuel minimum de 0,5 % du PIB sur 7 ans, ce qui pour l'Italie signifie en l'occurrence **identifier des économies à hauteur d'au moins 10-12 milliards d'euros par an** sur un budget annuel de dépenses d'environ 880 milliards d'euro.

Les craintes des milieux économiques étaient nombreuses au début du mandat de Giorgia Meloni. Toujours est-il que la stabilité du gouvernement, la ligne économique tenue jusqu'ici par la Première Ministre et les mesures d'assainissement soutenues par la Commission européenne, entre autres, semblent avoir convaincu les principales agences de rating. A ce titre, S&P et Fitch ont maintenu leurs *scoring* sur la dette italienne à **BBB avec des perspectives stables**, tandis que Moody's a confirmé la note Baa3, ajustant la perspective de « négative » à « stable ». **De plus, le spread entre le BTP italien à dix ans et le Bund allemand**, principal indicateur de la perception du risque souverain italien par les marchés, est redescendu autour de 140-150 points, après avoir atteint 210 points à la mi-octobre lors du vote de la loi des finances italienne.

Quoiqu'il en soit, l'un des éléments centraux pour la performance de l'économie italienne à moyen-long terme est représenté par la capacité du pays à mettre en œuvre le **plan national de reprise et résilience (PNRR)** et à utiliser au mieux ses formidables ressources (près de 200 milliards d'euros compulsivement). **Les années 2024 et 2025 seront à ce titre particulièrement cruciales pour sa mise en œuvre**. Le montant des ressources à consacrer aux investissements et aux réformes envisagées par le plan s'élève respectivement à 42 et 58 milliards d'euros, soit plus de 2 points de PIB par an. La mise en œuvre du PNRR est donc cruciale pour maintenir la croissance italienne à un niveau élevé. **Mais où en est le plan ?** Il progresse, même si des changements significatifs ont été apportés. Fin novembre, l'UE a approuvé toute une série de modifications et le budget du plan s'élève désormais à 194,4 milliards d'euros (122,6 milliards d'euros de prêts et 71,8 milliards d'euros

de subventions) et couvre 66 réformes, soit sept de plus que le plan initial, et 150 investissements. Les fonds du PNRR ont été réorganisés et dirigés vers des projets stratégiques tels que la transition verte, la cohésion sociale, l'infrastructure de l'eau et l'efficacité énergétique. 123 mesures ont été modifiées, 92 de manière substantielle. Le nouveau programme de l'UE appelé **RepowerEU** a également été intégré dans le PNRR avec 11 milliards d'euros (2,9 milliards mis à disposition par l'UE, le reste étant financé par une réduction du budget d'autres mesures). Ce nouveau programme a été créé pour faire face à la crise énergétique provoquée par la guerre entre la Russie et l'Ukraine. En termes de dépenses, bien que les ressources déboursées jusqu'à présent ne représentent qu'un quart de la dotation totale, les ressources « engagées », c'est-à-dire celles pour lesquelles il existe déjà une obligation de paiement, **représentent plus de la moitié**. En ce qui concerne le suivi, les rapports sur l'état de la mise en œuvre restent incomplets et dépassés. **À ce jour, la Commission a déboursé plus de 50 % des fonds alloués à l'Italie** pour un total de près de **102,5 milliards d'euros**, dont 25,4 milliards d'euros à titre de préfinancement et 77,0 milliards d'euros à titre de paiements pour la réalisation des objectifs fixés pour les quatre premières tranches. Fin 2023, l'Italie a présenté une demande de paiement de la cinquième tranche, d'un montant de 10,6 milliards d'euros, et suite à la publication en juin 2024 des derniers résultats de l'avancement du plan, l'Italie s'apprête désormais à lancer la procédure de demande de la sixième tranche de 8,5 milliards.

Sur le plan international, à signaler encore que le gouvernement n'a pas renouvelé sa participation à **l'initiative chinoise Belt and Road**. Actée en décembre 2023, cette décision aurait pu susciter une réaction négative de la part de la Chine. Pour l'heure, les relations entre les deux pays ne semblent pas en avoir été affectées. Bien au contraire : l'Italie renforce ses relations économiques avec le marché chinois à travers le « Partenariat stratégique global ».

2. Secteurs prioritaires et opportunités pour les entreprises suisses

L'Italie se caractérise par une **économie tournée vers l'exportation**. Les quelques 2'000 grandes entreprises exportatrices (au moins 250 salariés) représentent le 49% des exportations nationales, les moyennes entreprises (50-249 salariés) le 31% et les petites entreprises (moins de 50 salariés) le 20%³. L'Italie est le premier exportateur mondial de produits de luxe (vêtements, voitures, etc.). Les autres grandes industries italiennes comprennent les produits chimiques et pharmaceutiques, les machines de précision, les véhicules à moteur ainsi que la maroquinerie de luxe.

Le **secteur des services** représente les deux tiers du PIB italien et emploie 74% de la main-d'œuvre du pays. Le **tourisme** – l'une des industries les plus dynamiques et les plus rentables d'Italie – a la part du lion. En 2023 l'Italie a enregistré une croissance de 14% des recettes touristiques internationales par rapport à 2019 (51.6 Mrd Eur contre 44.3 Mrd Eur)⁴. Plus de la moitié est imputable aux voyageurs européens (27.6 Mrd Eur). L'Allemagne est le 1^{er} client international. En termes de dépense moyenne journalière, les touristes japonais se placent au 1^{er} rang (263 Eur), suivis par les suisses (205,7 Eur).

L'Italie est également un pays industriel, le **secteur secondaire** représentant environ un tiers de la population active. L'activité industrielle est concentrée dans la partie nord du pays, en particulier autour de villes comme Turin, Milan et Venise. Une grande partie de l'industrie italienne est composée de petites et moyennes entreprises familiales.

L'Italie est **l'un des principaux acteurs agricoles** de l'UE, étant le plus grand producteur européen de riz, de fruits, de légumes et de vin. Le secteur agricole représente 2% du PIB italien et dépend fortement de l'importation de matières premières utilisées dans la production agricole en raison des ressources naturelles limitées du pays. Le secteur primaire emploie 3% de la population active et comprend – d'après les chiffres de la Commission européenne – environ 1.3 million d'exploitations étalées sur quelques 13 millions d'hectares de terres agricoles⁵.

³ Dati ISTAT, https://www.istat.it/it/files//2023/07/NOTA-STAMPA_ISTAT-ICE_2023.pdf. Consultato 4.6.2024

⁴ Dati Banca d'Italia, <https://www.bancaditalia.it/statistiche/tematiche/rapporti-estero/turismo-internazionale/tavole/index.html>. Consultato 5.6.2024

⁵ <https://www.tradesolutions.bnpparibas.com/fr/explorer/italie/apprehender-le-contexte-economique>, consultato 5.6.2024

Le fait que l'Italie possède un paysage industriel diversifié et innovant constitue un élément d'attrait certain aussi pour les **entreprises suisses**, aussi au vu de la proximité géographique et linguistique. En outre, l'Italie – aussi grâce à l'élan de PNRR – souhaite investir davantage dans l'économie de l'innovation et de l'intelligence artificielle. L'Italie a élaboré une stratégie ambitieuse en matière d'IA pour 2024-2026, visant à guider le pays vers une position de leader dans le paysage mondial de l'IA, et a décidé d'investir jusqu'à 1 milliard d'euros pour soutenir les entreprises de ce secteur.

Les **grands travaux publics – directement ou indirectement liés au PNRR** – peuvent également constituer des opportunités pour les entreprises suisses, d'autant qu'un nouveau code pour les marchés publics, censé simplifier les procédures, est entré en vigueur en juillet 2023. A titre d'exemple dans le domaine de grands marchés publics, notons que Stadler Rail a enregistré des commandes en Sardaigne et Calabre pour des trains à hydrogène, ou encore que le pont suspendu entre la Sicile et la Calabre – si le projet se concrétise – pourrait également présenter un certain potentiel.

Les **principales entraves** au plein épanouissement du potentiel économique italien sont connues et ont été analysées à maintes reprises : les caractéristiques du tissu économique (forte prévalence de petites entreprises à capital et gouvernance familiale), l'adéquation imparfaite de la formation de la population active aux besoins de l'économie, la lourdeur administrative, l'incertitude juridique, un niveau de fiscalité élevé et la perception d'une corruption répandue. Tous ces facteurs conduisent ainsi à une insuffisance des investissements privés et publics. De plus, la faible croissance italienne est liée à une **stagnation de la productivité du travail** en comparaison à la moyenne de la zone euro et des autres pays du G7.

Selon plusieurs observateurs, cette problématique a pris un tournant défavorable dans les années 1990 avec l'avènement de la numérisation (*Information and Communication Technologies ICT*). De nombreuses entreprises italiennes ont totalement ou partiellement échoué cette transition pour diverses raisons – taille insuffisante, faible propension à investir, structures patriarcales – accumulant un retard qui pèse encore lourdement aujourd'hui.

3. Politique économique extérieure

3.1. Politique et priorités du pays hôte

L'Italie est **membre** du **G7** (qu'elle préside cette année) et fait partie du **G20**. Elle s'engage particulièrement pour la sécurité sanitaire, le climat, le développement économique et des infrastructures. En même temps, elle se présente en tant que bâtisseuse de ponts dans des contextes délicats, notamment en raison de son rôle dans le bassin méditerranéen. Parmi les autres priorités figurent la transition environnementale – malgré le peu d'enthousiasme de l'exécutif relatif à l'application des réglementations européennes dans ce domaine – la mise en œuvre de l'économie circulaire, ainsi que les défis posés par les développements technologiques (numérisation, robotisation, intelligence artificielle).

L'Italie est membre de l'OMC, du FMI, de la Banque Mondiale, de l'OCDE, de la Banque des règlements internationaux (BRI) et du *Financial Stability Board* (FSB). Sur le plan régional, le pays est membre fondateur de l'UE, de la Banque européenne pour la reconstruction et le Développement (BERD) et de la Banque européenne d'investissement (BEI). L'Italie a aussi adhéré à l'*Asian Infrastructure Investment Bank* (AIIB).

Une constante dans les priorités de la politique économique italienne est la promotion des exportations, avec des plans pour le soutien à l'étranger du **"Made in Italy"**. Cette orientation générale reste incontournable dans la configuration actuelle: ce n'est pas un hasard si **trois ministères-clé ont changé de dénomination** sous Giorgia Meloni: l'ancien ministère du développement économique s'appelle désormais "Ministère des entreprises et du Made in Italy", celui de l'agriculture est devenu le "Ministère de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et des forêts", tandis que l'ancien Ministère de la transition écologique a été rebaptisé "Ministère de l'environnement et de la sécurité énergétique".

Le gouvernement de Giorgia Meloni poursuit fondamentalement la politique traditionnelle de l'Italie, avec quelques accents : premièrement, la relation transatlantique est particulièrement forte, deuxièmement, l'accent est davantage mis sur la protection des intérêts nationaux au sein de l'UE, troisièmement, la « **Méditerranée élargie** » fait l'objet d'une attention accrue et quatrièmement, l'Italie, déjà sous le gouvernement précédent, a pris ses distances avec la Russie. En quelques mois, l'Italie avait négocié de nouveaux approvisionnements en gaz avec des pays tiers afin de réduire sa dépendance à l'égard de la Russie.

En particulier, l'engagement traditionnel dans la « Méditerranée élargie » a été enrichi ces dernières années par trois éléments : 1) une expansion géographique, l'Italie étant désormais plus impliquée dans le Sahel et l'Afrique de l'Ouest, 2) un renforcement du pilier énergétique (l'Italie a trouvé des alternatives au gaz russe en Afrique), et 3) une coopération accrue pour réduire les flux migratoires. Le nouveau gouvernement a conceptualisé cette approche dans le « **Plan Mattei**⁶ », dont les contours restent toutefois encore relativement flous.

3.2. Perspectives pour la Suisse

L'histoire récente montre une certaine tendance du législateur italien à considérer la Suisse à l'instar de tout autre pays tiers, ne tenant parfois pas dûment compte du dense réseau d'accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE d'une part, et de la forte intégration entre les deux économies. Dans ce contexte, il convient toutefois de mentionner la bonne coopération et l'approche pragmatique constatée pendant les dernières années, qui a permis des avancées considérables dans plusieurs dossiers épineux.

En outre, après des années de blocages, une page importante s'est tournée en 2023, avec la ratification du **nouvel accord relatif à l'imposition des travailleurs frontaliers**⁷, entré en vigueur le 1.1.2024. Cet accord, qui remplace celui de 1974, actualise et clarifie plusieurs aspects du système d'imposition des frontaliers. À moyen terme, l'accord devrait assurer des recettes plus importantes pour la Suisse et l'Italie, ainsi que contribuer à la lutte contre le dumping salarial. Parallèlement, la Suisse et l'Italie ont convenu par accord amiable qu'à partir du 1er janvier 2024, **les travailleurs frontaliers peuvent exercer au maximum 25 % de leur activité salariée en mode télétravail** à leur domicile dans leur État de résidence, sans que cela n'entraîne une modification de leur statut de travailleur frontalier.

En août 2023, l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers **FINMA a signé un accord de coopération avec l'autorité de surveillance italienne CONSOB et la Banque nationale italienne**, la Banca d'Italia. Cet accord établit un cadre formalisé pour la coopération et l'échange d'informations entre les trois autorités en ce qui concerne la surveillance des établissements financiers. Bien qu'il ne soit pas juridiquement contraignant, cet accord favorise une coopération efficace dans les activités de surveillance des autorités et crée une base nécessaire dans la perspective d'un accès direct au marché pour les fournisseurs de services financiers suisse. Pour rappel, l'Italie avait choisi en 2017 de mettre en œuvre la directive européenne Mifid II (*Markets in financial instruments directive*) de façon restrictive envers les fournisseurs de pays tiers, imposant l'ouverture d'une succursale en Italie aux banques suisses souhaitant offrir leurs services aux particuliers.

⁶ Référence à la stratégie industrielle mise en œuvre par Enrico Mattei, qui fut président de l'Ente Nazionale Idrocarburi (ENI), la compagnie pétrolière nationale italienne, dans les années 1950 et au début des années 1960. Mattei a cherché à réduire la dépendance de l'Italie envers les grandes compagnies pétrolières internationales.

⁷ [Message du CF concernant le nouvel accord entre la Suisse et l'Italie relatif à l'imposition des travailleurs frontaliers](#)

4. Commerce extérieur

4.1. Évolution et perspectives générales

Après avoir beaucoup souffert depuis la crise de 2008, le commerce extérieur italien⁸ a clairement retrouvé la capacité de valoriser ses produits à l'étranger, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'UE. Plusieurs années de croissance des **exportations** italiennes de marchandises et services s'en sont suivies.

Or, le 2^{ème} semestre 2023 a été marqué par les **fortes préoccupations** du secteur de la logistique et des entreprises italiennes dépendantes des capacités d'exportations et importations face à deux principaux phénomènes. Tout d'abord les interruptions et **restrictions du transit de marchandises sur les axes transalpins**, de la France à l'Autriche, en passant par la Suisse. Ensuite, les agissements des Houthi yéménites qui menacent et réduisent la fluidité du trafic maritime de marchandises **via le canal de Suez**, crucial pour l'import/export italien en direction du Sud.

Au-delà de ces derniers développements, la Banque d'Italie mentionne parmi les raisons qui déterminent le **meilleur positionnement qualitatif** de la production italienne par rapport aux pays concurrents, une participation plus intense aux chaînes de valeur mondiales, ainsi qu'une moindre exposition concurrentielle aux pressions de la Chine et de l'Europe centrale et orientale. L'Italie est le huitième exportateur mondial et le troisième en Europe (après l'Allemagne et les Pays-Bas).

Entre 2022 et 2023, les exportations italiennes sont restées stables à 626 milliards d'euros (+0,2 %). En revanche, les importations ont baissé de -10,7 % pour atteindre 592 milliards d'euros. **Le solde commercial** à la fin de l'année 2023 s'élevait à 34 milliards d'euros, marquant ainsi un retour à une balance commerciale positive pour l'Italie. Depuis 2012, la balance commerciale italienne a toujours été positive, à l'exception de l'année 2022 (-34 milliards d'euros), en raison de l'augmentation des prix du transport maritime, des achats de gaz naturel et de pétrole brut. Le résultat de l'année 2023 a confirmé que le solde négatif de l'année précédente était une exception.

4.1.1. Commerce de marchandises

Le continent européen reste de loin le premier client et le premier fournisseur de l'Italie, avec le 65.9% des exportations et le 65.7% des importations en **2023**. Si l'on considère uniquement l'Union européenne, ces pourcentages s'élèvent à 51.6% (exportations) et 57% (importations). En ce qui concerne les **exportations**, les **cinq principaux partenaires commerciaux** de l'Italie restent stables depuis des années, avec des variations minimales au niveau du positionnement: Allemagne (11.9% des exportations totales), États-Unis (10.7%), France (10.1%), Espagne (5.3%) ainsi que **la Suisse** (4.9%).

Pour ce qui tient aux **importations**, le principal fournisseur de l'Italie est toujours l'Allemagne (15.2% du total), suivie par la Chine (8%), la France (7.9%), les Pays-Bas (6.2%) et l'Espagne (5.5%). La Suisse est le huitième fournisseur de l'Italie (3%).

Comme pour les autres pays de l'UE, le conflit en Ukraine a entraîné aussi en Italie un rééquilibrage géographique en volume des **importations de gaz naturel**: le poids de la Russie est passé d'environ 40% en 2021 à moins d'un cinquième en 2023, compensé par la croissance des importations en provenance de l'Algérie, de l'Azerbaïdjan, de la Norvège et des États-Unis.

Les principales régions exportatrices se situent au **nord de l'Italie**: en premier lieu la Lombardie (26.1% du total), suivie par l'Émilie-Romagne (13.6%), la Vénétie (13.1%), le Piémont (10.4%) et la Toscane (9.2%). Ces régions constituent à elles seules le 72% de la puissance commerciale extérieure italienne. La première région méridionale dans ce classement est la Campanie, en neuvième position (3.5% du total). Il en va de même pour les importations: Lombardie (29.4% du total), Vénétie (10.6%), Émilie-Romagne (8.4%), Piémont (8.3%) et Latium (7.3%)

⁸ Les données de ce chapitre (élaborées par l'[Osservatorio economico](#) du Ministère des affaires étrangères) proviennent de l'Institut national de statistique ISTAT, ainsi que de la Banque d'Italie. Pour ce qui tient au commerce bilatéral, nous nous basons prioritairement sur les données suisses; lorsque cela n'est pas le cas, nous l'indiquons explicitement.

En ce qui concerne la **typologie des biens exportés**, en tête du classement pour 2023 figurent comme l'année dernière les médicaments et produits pharmaceutiques, suivis par les machines industrielles, les appareils de précision, les véhicules et les produits d'habillement. Parmi les **produits importés**, les véhicules jouent un rôle important, suivis par les produits chimiques, le pétrole brut les médicaments et les produits pharmaceutiques, le gaz naturel et les métaux précieux.

4.1.2. Commerce des services

Selon la tendance générale des dernières années, le commerce extérieur de l'Italie se compose de 80% de marchandises et de 20% de services. Comme **les exportations et les importations de services sont plus ou moins égales**, leur solde dans la balance des paiements n'a pas un poids particulièrement significatif. Le commerce des services représentait en 2022 environ 13 % du PIB italien selon les dernières données disponibles⁹, ce qui représente une légère tendance à la hausse (il était 11 % en 2007 avant la crise économique, et 12,2 % en 2019 avant COVID).

Les exportations italiennes de services continuent de croître, ont doublé en valeur entre 2000 et 2023, avec le tourisme le moteur de cette dynamique. L'estimation de la croissance des exportations italiennes de services en 2024 est de 4,6%, après la forte augmentation de l'année dernière qui devrait se terminer avec une augmentation de 11,2 % à **135 milliards d'euros**¹⁰. Si l'on fait abstraction des années exceptionnelles 2020-2021, caractérisées par la pandémie, près de la moitié des services exportés par l'Italie sont traditionnellement liés au tourisme, suivis par la catégorie "services aux entreprises" (ex. recherche et développement, conseil, architecture). Vient ensuite l'exportation de services de transport et de logistique, dont la part ne cesse de croître. Les principaux partenaires de l'Italie dans le commerce des services sont historiquement l'Allemagne, la France, les États-Unis, la Suisse et le Royaume-Uni. Cela dit, les exportations de services ont progressé moins vite que dans les principaux pays de l'UE. Là encore, l'Italie a souffert à la fois de la faiblesse de sa spécialisation initiale, déséquilibrée sur le tourisme, et de la stagnation de la productivité du travail qui caractérise le secteur des services¹¹.

Dans un ouvrage paru en 2023, l'ancien directeur général de la Banque d'Italie Salvatore Rossi synthétise ainsi la situation: *"La peculiarità italiana è che si producono meno servizi sofisticati e al tempo stesso vendibili anche all'estero, come ad esempio i servizi bancari e finanziari, che sono in Italia in larga prevalenza rivolti ai residenti: non abbiamo nessuna banca veramente internazionale, c'è una sola compagnia di assicurazioni di respiro internazionale. [...] Nei servizi digitali per le imprese, che sono tranquillamente vendibili all'estero online, siamo pure poco presenti. Nei servizi di telecomunicazione altrettanto, e così via"*¹².

Selon les dernières données géographiques disponibles¹³, relatives à l'année 2022, le premier destinataire des exportations de services italiens était l'Allemagne (15.2 milliards d'euros), suivie par la France (11.3), les États-Unis (10.6), la Suisse (9.1), et le Royaume-Uni (8.9). La France était le premier fournisseur de services d'Italie (13 milliards d'euros), suivi par l'Allemagne (12.6), les États-Unis (9.4), le Royaume-Uni (7.9) et la Suisse (7.7).

4.2. Commerce bilatéral

4.2.1. Commerce bilatéral de marchandises

En 2023, l'Italie était le **troisième partenaire** commercial de la Suisse (44 milliards de francs d'échanges, +5% par rapport à l'année précédente), ce qui équivaut à 8.8% du total du commerce extérieur de la Confédération. En ce qui concerne les **exportations**, selon les statistiques de l'Administration fédérale des douanes, l'Italie a constitué en 2023 le troisième client de la Suisse

⁹ Source: World Bank <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/BG.GSR.NFSV.GD.ZS?locations=IT>, consultato 10.06.2024

¹⁰ SACE, [Link](#), consultato 05.06.2024

¹¹ Rapporto annuale 2024, Istat, <https://www.istat.it/it/files//2024/05/Rapporto-Annuale-in-pillole.pdf>, consultato 5.6.2024

¹² Salvatore Rossi, *Breve racconto dell'Italia nel mondo attraverso i fatti dell'economia*, Ed. Il Mulino, 2023

¹³ Eurostat, [Link](#), total des services, ventilation géographique détaillée (BOP_ITS6_TOT, dernière mise à jour Juliet 2023), consultato 5.6.2024

(21.1 milliards de francs, 7.7% du total des exportations), ce qui correspond à une augmentation de +2% par rapport à l'année précédente. Pour ce qui tient aux **importations**, en 2023 l'Italie a été le deuxième fournisseur de la Confédération (23 milliards, 10% du total) après l'Allemagne, ce qui correspond à une augmentation de +8.4% par rapport à 2022. Il est intéressant de noter que parmi les cinq principaux pays dont la Suisse importe, seule l'Italie a vu ses importations avec notre pays augmenter. Avec l'Allemagne, elles ont diminué de -12,3 % (en raison de la baisse des prix de l'énergie), avec les États-Unis de -4,2 % et avec la France de -11,1 %.

Le **solde commercial** négatif de la Suisse vis-à-vis de l'Italie est désormais une constante. Ce n'est qu'en 2022 que grâce à la valeur des exportations d'électricité de la Suisse vers l'Italie a presque atteint l'équilibre. Cette situation exceptionnelle est revenue à la normale en 2023.

Pour ce qui tient à la **typologie des marchandises** traditionnellement au centre de l'échange commercial entre les deux pays, le principal poste d'exportation de la Suisse vers l'Italie est celui des produits chimiques et pharmaceutiques, suivis par les métaux précieux et les combustibles minéraux et autres dérivées. Les principaux achats suisses sont les produits pharmaceutiques, les métaux précieux et les machines.

À noter que les **statistiques italiennes** pour 2023 font état de montants différents, avec des exportations italiennes vers la Suisse à hauteur de 30.5 milliards d'euros et des importations équivalentes à 18 milliards d'euros.

L'**importance des relations transfrontalières** entre la Suisse et l'Italie est considérable et affecte la globalité des relations économiques bilatérales. Environ 42% des échanges bilatéraux de marchandises entre la Suisse et l'Italie se font avec les régions frontalières, à savoir la Lombardie, le Piémont, le Trentin / Sud-Tyrol et le Val d'Aoste. Selon les données italiennes les plus récentes (2023), la Lombardie représente à elle seule le 35% de l'ensemble des échanges bilatéraux entre la Suisse et l'Italie: la région a exporté 11 milliards d'euros de marchandises vers la Suisse et importé 6 milliards d'euros.

4.2.2. Commerce bilatéral de services

D'après les plus récentes statistiques¹⁴ basées sur la balance des paiements, le commerce bilatéral des services entre la Suisse et l'Italie a été stable, voire légèrement à la hausse, au cours de la période 2015-2023, avec des exportations / importations souvent équivalentes, à la hauteur de 5-7 milliards de francs suisses dans chaque direction, bien qu'il faille noter que les importations de services en provenance d'Italie ont augmenté en 2023 de 4,4%. En 2023, le volume total du commerce de services s'élevait à 13.9 milliards de francs suisses (5.6 milliards de services exportés vers l'Italie, 8.2 milliards importés). Sur l'ensemble de la période considérée (2015-2023), le volume du commerce bilatéral de services a augmenté en moyenne de 2.23% chaque année.

Parmi les secteurs principaux figurent notamment le tourisme / voyages d'affaires, qui constitue la catégorie prédominante tant dans les exportations que les importations. Viennent ensuite les transports, ainsi que les prestations dans le domaine de la finance et du secteur des assurances.

5. Investissements directs

5.1. Évolution et perspectives générales

Les entreprises étrangères en Italie jouent un rôle important dans l'économie italienne. Une étude de l'université LUISS et Confindustria, publiée en 2023¹⁵, offre un portrait clair et détaillé à ce sujet. L'Italie compte 15'631 entreprises appartenant à des multinationales étrangères: cela correspond à 1.5 millions de salariés, un chiffre d'affaires de 548 milliards d'euros et une valeur ajoutée de près de 122 milliards d'euros. Bien qu'elles ne représentent que le 0.4 % du nombre total d'entreprises italiennes, les filiales des multinationales étrangères apportent donc une **contribution significative**

¹⁴ [Services Trade Cockpit SECO](#), consultato 5.6.2024

¹⁵ "[Le imprese estere in Italia: tra segnali di ripresa e nuovi rischi globali](#)" (2023); étude basée sur les données du dernier recensement des entreprises étrangères en Italie, effectué en 2020.

à l'économie nationale. Elles emploient le 9% du personnel de toutes les entreprises présentes sur le territoire, représentent le 20% du chiffre d'affaires et le 16% de la valeur ajoutée, le 27% des investissements en recherche et développement, le 32% des exportations nationales de biens et le 50% des importations.

Selon les statistiques les plus récentes de la Banca d'Italia (année 2022), le stock d'**investissements directs étrangers**¹⁶ en Italie s'élevait à près de 430 milliards d'euros. Le premier investisseur est la France (93 milliards), suivie des États-Unis (44 milliards), de l'Allemagne (41 milliards), du Royaume-Uni (27.5 milliards), le Pays-Bas (25 milliards) et de la Suisse (22.5 milliards). En ce qui concerne les **investissements italiens à l'étranger**, le stock fait état de 523 milliards, concentrés dans les pays suivants : États-Unis (58 milliards), Espagne (43 milliards), Allemagne (38 milliards), Pays-Bas (33 milliards) et France (30 milliards). Le stock en Suisse s'élève à près 14 milliards.

La plupart des investisseurs étrangers en Italie se concentre géographiquement dans le nord de l'Italie. La taille du marché italien ainsi que les phénomènes de *reshoring* de la production en Europe suite aux événements géopolitiques récents expliquent une tendance légèrement à la hausse des investissements étrangers dans la péninsule. Les secteurs privilégiés pour les investissements étrangers en Italie sont la logistique et les transports, les secteurs pharmaceutique et agroalimentaire ainsi que les secteurs de la technologie et des télécommunications.

Cependant, par rapport à ses voisins européens, l'Italie n'attire que **peu d'investissements directs étrangers** (IDE): si l'on considère la moyenne des 5 dernières années, sa part de marché ne représente en effet que le 2% du total des investissements directs en Europe. De plus, les flux d'IDE en Italie sont particulièrement volatiles.

Conscient de la nécessité d'améliorer les conditions d'accès pour les IDE, le gouvernement a créé le **Sportello Unico Invest in Italy**¹⁷, un instrument officiellement lancé en 2024. Le Sportello Unico s'occupe de manière centralisée de tous les investissements supérieurs à 25 millions d'euros, dans le but de simplifier le processus bureaucratique. Bien qu'il s'agisse certainement d'un projet intéressant, **certains problèmes critiques**, tels que le coût élevé de la main-d'œuvre, la rigidité du marché du travail et la fiscalité élevée, subsistent.

Parmi les opérations récentes les plus significatives, il convient de mentionner l'accord trouvé en mai 2023 entre **Lufthansa** et le Ministère des finances concernant l'entrée du groupe allemand au capital de la compagnie – désormais étatique – ITA Airways, née des cendres d'Alitalia. Lufthansa entend obtenir initialement une participation de 41% dans ITA pour 325 millions d'euros et augmenter progressivement sa participation ainsi que ses investissements (achat d'avions, nouveaux emplois). L'accord entre MEF et Lufthansa sur l'achat d'Ita Airways a été approuvé par l'UE après de très longues négociations au début du mois de juillet. Cet achat aura des conséquences pour la concurrence sur les lignes entre la Suisse et l'Italie.

5.2. Investissements bilatéraux

L'Italie **demeure un partenaire intéressant pour les investisseurs suisses**. Les secteurs attirant le plus d'investissements helvétiques sont l'industrie manufacturière, l'industrie pharmaceutique, le commerce de gros, le secteur de l'énergie, la logistique et le transport, ainsi que la finance et les assurances. Les groupes **pharmaceutiques** Novartis et Roche ont notamment renforcé leurs investissements dans un secteur stratégique sur lequel l'Italie mise beaucoup: le Belpaese est devenu le premier pays producteur pharmaceutique de l'Union européenne. À titre d'exemple, on mentionnera le Campus Novartis de Torre Annunziata, Campanie, qui emploie près de 500 personnes: en mars 2023, Novartis a lancé les travaux pour son agrandissement, avec un investissement de 32 millions d'euros. La multinationale bâloise va investir 350 millions d'euros sur le territoire italien d'ici 2025. Cette année, IBSA (305 millions d'euros de chiffre d'affaires en Italie) a

¹⁶ Italy's inward direct investment by ultimate investing country (Banca d'Italia: IDE per Paese controparte), consultato 6.6.2024

¹⁷ <https://www.investinitaly.gov.it/>

également décidé d'investir dans la région en ouvrant l'un de ses trois laboratoires de recherche et développement au cœur de la Campanie, à Ariano Irpino.

Depuis la libéralisation du secteur **énergétique** en Italie en 2000, les opérateurs suisses, notamment ABB, Axpo, Alpiq, BKW et REpower, ont investi massivement dans ce secteur. Le **marché italien** est devenu une des **premières sources de chiffre d'affaires** pour certaines de ces entreprises. Dans le secteur des **transports** des marchandises on retrouve des entreprises suisses tels que SBB Cargo et Hupac (dans ce contexte, la Confédération a approuvé en avril 2023 une contribution de 66 millions de francs pour la construction d'un terminal de transbordement près de Milan¹⁸). On signalera également la forte présence du groupe MSC – basé à Genève – notamment dans le secteur des ports et de la logistique (cf. à ce propos le rapport de cette Ambassade "*Des milliards et du soft power: la logistique, un secteur stratégique clé*").

Swisscom détient à présent 100 % du capital de Fastweb, l'entreprise leader en Italie dans l'accès à Internet. De plus, Swisscom a récemment annoncé l'acquisition de Vodafone Italia en mars. Cette acquisition a été approuvée par le gouvernement italien et la finalisation de la transaction est encore soumise à d'autres approbations réglementaires. Elle devrait avoir lieu au cours du premier trimestre 2025. **SwissPost International** poursuit une stratégie d'expansion en Italie selon le modèle du franchising. Plusieurs **instituts bancaires** suisses sont présents avec des activités "on-shore" (Julius Bär est active en Italie au travers de sa société d'investissements Kairos). Le secteur des **assurances** est également bien représenté avec Swiss Re, Zürich, Helvetia et Swiss Life.

À noter également la fusion en 2022 entre le groupe suisse **Dufry** – l'un des grands acteurs internationaux de la gestion de boutiques en aéroport – et **Autogrill**, spécialiste italien de la restauration sur les autoroutes. La holding Edizione, contrôlée par la famille Benetton, est le principal actionnaire de l'entité, qui, par ailleurs, a changé de nom pour devenir **Avolta**, une marque unifiée qui reflète l'association de Dufry et d'Autogrill, et qui se positionne comme un leader du domaine «expérience de voyage» en expansion dans le secteur du tourisme à travers la vente au détail et la restauration notamment. Avolta a réalisé en 2023 un chiffre d'affaires d'environ 13 milliards CHF et s'occupe de 2.3 milliards de voyageurs, avec 5'500 points de vente dans 75 pays et 60'000 salariés.

Selon l'Institut national de statistique (Istat), il y avait en Italie en 2021¹⁹ environ 1'400 sociétés contrôlées depuis la Suisse. D'après d'autres sources plus actuelles (Orbis Corporate Database), le nombre d'entreprises suisses en Italie (environ 3'700 recensées) serait bien plus important. Toujours selon la même source, les sociétés suisses actives en Italie emploient environ 120'000 personnes.

D'après les statistiques de la Banque nationale suisse (BNS)²⁰, **les stocks d'IDE suisses en Italie** à fin 2022 s'élevaient à 23.5 milliards de francs. Ces chiffres n'ont pas fait état d'évolutions spectaculaires au courant des dix dernières années (croissance moyenne de +1.7% par année). **Les stocks d'IDE italiens en Suisse** s'élevaient à 3 milliards de francs fin 2022, ce équivaut à une diminution de -54% sur dix ans et une diminution de -26% par rapport à 2021.

6. Promotion économique et touristique

6.1. Instruments de la promotion économique extérieure suisse

Depuis 2012, les activités de promotion de la place économique et des exportations suisses vers l'Italie sont assurées par le **Swiss Business Hub Italia**, qui a ses bureaux auprès du Consulat général à Milan. Le Swiss Business Hub Italia constitue un interlocuteur fondamental des PME suisses intéressées au marché italien, ainsi qu'une porte d'accès pour des investisseurs italiens intéressés par la Suisse.

La **Chambre de commerce suisse en Italie** (renommée *Swiss Chamber* en 2016) joue à son tour un rôle important dans la promotion et la défense des intérêts des principales entreprises suisses

¹⁸ [La Confédération soutient la construction d'un grand terminal de transbordement dans la région de Milan](#)

¹⁹ Ultimi dati disponibili, come comunicato per e-mail il 12.6.2024 dall'Istat.

²⁰ <https://data.snb.ch/fr/topics/aube/cube/fdichbinvla> – Il s'agit d'une donnée différente de celle provenant de la Banque d'Italie, cf. annexe 5. Consultato 10.06.2024

présentes en Italie. Sa mission est de favoriser le développement des relations commerciales, industrielles et économiques entre les deux pays.

L'Ambassade de Suisse en Italie joue un rôle crucial dans la promotion des relations diplomatiques entre les deux pays, y compris dans le secteur économique. Elle organise notamment plusieurs événements tout au long de l'année pour discuter de la politique économique suisse en Italie. L'un de ces événements a eu lieu en novembre 2023 et s'est concentré sur les investissements directs en Italie et les besoins de la Suisse. En outre, il y a quelques mois, un événement a été organisé pour discuter de l'importance des traversées alpines pour le commerce international, en particulier entre l'Italie et la Suisse. Il convient également de mentionner l'organisation du **Swiss Innovation Tour**, un voyage en Suisse co-organisé avec le Swiss Business Hub et PRS, qui aura lieu cette année en octobre. Ce voyage a pour but d'illustrer à plusieurs médias et décideurs économiques italiens l'attractivité de l'écosystème suisse de l'innovation, notamment dans le secteur de la logistique et de l'automatisation.

6.2. Intérêt du pays hôte pour la Suisse

L'organisation faîtière **Suisse Tourisme** est présente en Italie avec un bureau à Milan et une antenne à Rome. Malgré la force du franc suisse, l'Italie constitue un pays prioritaire pour la promotion touristique suisse. L'Italie est en moyenne le 5^{ème} marché pour le tourisme suisse (après Allemagne, USA, GB et France)²¹.

Dans le secteur de l'**éducation**, la Suisse jouit d'une excellente réputation dans la Péninsule. De nombreux étudiants italiens ou chercheurs s'inscrivent auprès des universités et écoles polytechniques fédérales suisses et un nombre élevé d'étudiants et chercheurs postule pour obtenir une bourse d'étude. À titre d'exemple, on mentionnera ici **Alessandro Figalli**, professeur auprès de l'École Polytechnique fédérale de Zurich et lauréat de la médaille Fields (équivalent au Prix Nobel des mathématiques) en 2018. *Swiss Learning* et les écoles privées suisses accordent donc une attention particulière au marché italien.

²¹ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/tourismus/beherbergung/hotellerie.html>, consultato 28.05.2024

ANNEXE 1

Structure de l'économie

Répartition du PIB*	2019	2024
Secteur primaire	2%	2%
Secteur manufacturier et industrie	24%	23%
Services	74%	75%

Répartition de l'emploi**	2019	2024
Secteur primaire	4%	3%
Secteur manufacturier et industrie	23%	23%
Services	73%	74%

Source: * Banque mondiale, **ILOSTAT

Détails : Banca dati ISTAT (occupazione regolare e irregolare per branca di attività e popolazione)

ANNEXE 2

Principales données économiques

	2022	2023	2024
PIB (USD mia)	2'012	2'255	2'328
PIB/habitant (USD)	35'043	38'325	39'579
Taux de croissance (% du PIB)	+3.7	+0.9	+0.7
Taux d'inflation (%)	8.7	5.9	1.7
Taux de chômage (%)	8.1	7.6	7.8
Solde budgétaire (% du PIB)*	-8.6	-7.4	-4.3%
Solde des transactions courantes (% du PIB)	-1.4	0.15	0.78
Dettes extérieures totales (% du PIB)	140.5	137.3	139.2

Sources: FMI, World Economic Outlook (April 2024): [LINK](#)

Source : FMI, Article IV Consultation juin 2024 : <https://www.imf.org/en/Countries>

Source : MEF, Relevant Factors Influencing Deficit and Public Debt Developments in Italy, May 2024, [LINK](#).

ANNEXE 3

Partenaires commerciaux de l'Italie 2023

Rang	Pays	Exportations (EUR millions)	Part (%)	Variation (% par rapport à l'année précédente)	Rang	Pays	Importations (EUR millions)	Part (%)	Variation (% par rapport à l'année précédente)
1	Allemagne	74'652	11.9	-3.9%	1	Allemagne	89'685	15.2	-1.5%
2	États-Unis	67'266	10.7	+3.2%	2	Chine	47'589	8.0	-20.8%
3	France	63'359	10.1	+1.1%	3	France	46'537	7.9	-4.4%
4	Espagne	32'962	5.3	+2.8%	4	Pays-Bas	36'405	6.2	-0.4%
5	Suisse	30'527	4.9	-1.8%	5	Espagne	32'757	5.5	+6.6%
6	Royaume-Uni	26'089	4.2	-4.7%	6	Belgique	26'732	4.5	+4.3%
7	Belgique	19'308	3.1	-18.6%	7	États-Unis	25'172	4.3	+1.1%
8	Pologne	19'797	3.1	+2%	8	Suisse	17'936	3.0	-3.1%
9	Chine	19'172	3.2	+14.2%	9	Pologne	16'085	2.7	+6.6%
10	Pays-Bas	18'508	3	-0.5%	10	Algérie	14'079	2.4	-29.5%
	UE	323'021	51.6	-1.8%		UE	337'333	57	+1.0%
	Total	626'204	100	+0.2%		Total	591'831	100	-10.7%

Source: Osservatorio Economico du Ministère des affaires étrangères sur données Istat

https://www.infomercatiesteri.it/public/osservatorio/intercambio-commerciale-mondo/Preleva%20tutto%20l'aggiornamento_1715880137.pdf

N.B : ces statistiques italiennes montrent des chiffres différents de celles suisses en ce qui concerne le commerce bilatéral (Annexe 4)

ANNEXE 4

Échanges commerciaux bilatéraux

	Export CH (CHF Mio.)	Variation (%)	Import CH (CHF Mio.)	Variation (%)	Solde CH (CHF Mio.)	Volume (CHF Mio.)
2019 (Total 1)**	16'063 (14'069)	-2.5 (-2.0)	22'235 (18'748)	6.9 (-0.1)	-6'172 (-4'679)	38'298 (32'817)
2020 (Total 1)**	14'600 (12'983)	-9.1 (-7.7)	22'200 (16'799)	-0.2 (-10.4)	-7'603 (-3'816)	36'798 (29'782)
2021 (Total 1)**	18'478 (15'527)	26.6 (19.6)	21'995 (18'893)	-0.9 (12.5)	-3'517 (-3'366)	40'473 (34'420)
2022 (Total 1)**	24'014 20'644	30.0 11.3	23'704 21'349	7.8 13.0	310 -705	47'718 41'993
2023 (Total 1)**	24'307 21'099	1.2 2.2	25'556 23'134	7.8 8.4	-1'249 -2'035	49'863 44'233

Source : Administration fédérale des douanes, juin 2024

*) Avec effet au 01.01.2012, l'AFD a procédé à des changements méthodologiques de calcul des importations et exportations. Dès lors, les comparaisons entre 2012 et les années précédentes ne sont plus possibles.

***) Total "conjoncture" (total 1): sans or en barres et autres métaux précieux, monnaies, pierres précieuses et gemmes, ni objets d'art et antiquités

Répartition des produits

Exportations 2023

Catégorie	Poids 2022 (%total exportations)	Poids 2023 (%total exportations)
29 - Produits chimiques organiques	18%	27%
30 - Produits pharmaceutiques	14%	17%
71 - Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux, plaqués ou doublés de métaux précieux et ouvrages en ces matières; bijouterie de fantaisie; monnaies	15%	16%
27 - Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation; matières bitumineuses; cires minérales	22%	12%

Importations 2023

Catégorie	Poids 2022 (%total importations)	Poids 2023 (%total importations)
30 - Produits pharmaceutiques	19%	25%
71 - Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux, plaqués ou doublés de métaux précieux et ouvrages en ces matières; bijouterie de fantaisie; monnaies	14%	15%
84 - Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques; parties de ces machines ou appareils	8%	8%
87 - Voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres, leurs parties et accessoires	4%	5%

ANNEXE 5

Italie – Principaux pays investisseurs 2022

Rang	Pays	Investissements directs (millions EUR, stock)	Part	Variation sur 2021 (stock)
1	France	92'925	22%	+5%
2	États-Unis	43'688	10%	+7%
3	Allemagne	40'741	9.5%	+23%
4	Royaume-Uni	27'509	6%	-5%
5	Suisse	22'500	5%	+7%
6	îles Caïmans	16'261	3.8%	-15%
7	Luxembourg	21'308	5%	-4%
8	Pays-Bas	25'355	5.9%	+54%
9	Espagne	13'823	3.2%	+4%
10	Japon	11'647	2.7%	+28%
	Total	430'260	100 %	+7%

Source: Banca d'Italia (dernières données disponibles, décembre 2023).

<https://www.bancaditalia.it/statistiche/tematiche/rapporti-estero/investimenti-diretti/index.html>